Élections Législatives — Scrutin du Dimanche 5 Mars 1967

CIRCONSCRIPTION DE VERDUN

Liste du PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS pour l'Union des Forces de Gauche et Démocratiques

Électeurs, Électrices,

Comme des millions de Français vous êtes mécontents de la politique sociale et économique du pouvoir gaulliste.

Les Elections Législatives vous offrent les moyens d'exprimer votre opposition au régime, et en même temps d'affirmer votre volonté de démocratie, de progrès social et de paix.

Vous voterez pour les candidats du Parti Communiste Français, parti qui ne porte aucune responsabilité dans l'avènement du pouvoir personnel.

LES MÉFAITS DE LA POLITIQUE GAULLISTE

POUR LES SALAIRES : 4 millions de Français gagnent moins de 60.000 A.F. par mois, mais 50 % des salariés du Nord-Meusien n'atteignent pas ce chiffre. Les abattements de zone persistent, les allocations familiales n'ont pas suivi la hausse de la vie, les réductions d'horaires appauvrissent des centaines de travailleurs.

POUR L'EMPLOI : Avec les licenciements dans les Mines et les bases américaines, avec les compressions d'emplois prévues dans la sidérurgie lorraine et leurs conséquences dans la région, avec la disparition de nombreuses exploitations agricoles et l'arrivée des jeunes, c'est plus de 10.000 emplois nouveaux qu'il faudrait créer dans la Meuse. Les zones industrielles du département n'en ont offert que 743 en plusieurs années, et actuellement 700 demandes d'emplois ne sont pas satisfaites et que sera demain ?... avec le V[e] plan qui n'a rien prévu pour l'industrialisation de la Meuse et qui prévoit plus de 600.000 chômeurs en France.

POUR L'AGRICULTURE : Avec la loi d'orientation agricole et le V[e] plan c'est 3.170 exploitations agricoles qui doivent disparaître en Meuse — 5.000 personnes seront donc condamnées à quitter la terre ces prochaines années.

Les cours des produits agricoles s'effondrent à la production, alors que l'impôt et le prix du matériel augmentent sans cesse.

L'IMPOT FRAPPE DE PLUS EN PLUS sans que le standard de vie ait augmenté, le nombre des assujettis de 4.431.000 en 1958 atteindra 9.000.000 en 1967, il atteint maintenant de petits retraités et de petites exploitations agricoles. Les impôts communaux et départementaux sont en forte hausse et doivent tripler avec le V[e] plan.

DANS LE DOMAINE DE L'EDUCATION NATIONALE :

Pour assurer la scolarisation totale à 16 ans en 1972 (obligatoire cette année) il faudrait créer dans notre département 8.500 places. Le V[e] plan n'en prévoit que 5.500. Le reste, s'il est réalisé, sera à la charge des contribuables du département pour 3 milliards d'anciens francs.

On ferme des écoles rurales accentuant encore le dépeuplement des campagnes.

DE PLUS NOTRE DEPARTEMENT souffre de sous-équipement dans les domaines du logement, de la route, de la santé publique, du sport et de la culture.

LE GOUVERNEMENT BAFOUE les droits des anciens combattants et ne reconnaît pas ceux des Anciens d'Algérie, monopolise à nos frais la radio et la télévision, asphyxie les communes et fait peser de sérieuses menaces sur la sécurité sociale.

POURQUOI CETTE SITUATION ?

— Il était dans la nature comme dans les origines du pouvoir gaulliste d'être au service de la grande industrie et des gros propriétaires terriens. Le V[e] plan qui pousse à la concentration dans l'industrie et dans l'agriculture vise essentiellement à permettre aux gros monopoles capitalistes et à la grande banque de s'assurer des profits de plus en plus importants.

— **La force de frappe aussi inutile que dangereuse et ruineuse** engloutit une part importante du revenu national, part qui manque aux investissements civils nécessaires pour faire de la France une grande nation moderne.

BEAUGUITTE qui dès 1958 offrait à notre circonscription son « activité » et son « dynamisme » et qui devait s'occuper personnellement des problèmes de l'emploi mais qui dans tous les votes importants ; V[e] Plan, Education Nationale, Affaires Sociales, Agriculture, Budget, Anciens Combattants, a constamment suivi legouvernement, porte comme les autres tenants du pouvoir la lourde responsabilité de ce qui est arrivé ainsi d'ailleurs que les amis de M. LECANUET qui dans toutes les options fondamentales y compris le V[e] plan ont apporté leurs suffrages au gouvernement, et dont le but avoué est de servir d'éventuelle force d'appoint à la majorité actuelle.

AVEC LES COMMUNISTES, UNE NOUVELLE POLITIQUE EST POSSIBLE

Elle nécessite l'application des trois grandes mesures suivantes :

— **LA NATIONALISATION DES GRANDS MONOPOLES** industriels et bancaires dans la gestion desquels les syndicats auraient leur place.

— **L'ELABORATION D'UN PLAN DE DEVELOPPEMENT** économique et social assurant la mise en valeur de toutes les ressources du pays, garantissant le plein emploi et permettant l'aide aux régions industriellement sous développées comme le Nord-Meusien.

— **LA DEMOCRATISATION DE L'IMPOT,** avec le relèvement à 500.000 A.F. de l'abattement à la base pour le calcul de l'impôt sur le revenu, la réduction des taxes de vie chère, et l'augmentation des impôts des Sociétés Capitalistes.

CES TROIS GRANDES RÉFORMES ÉCONOMIQUES RENDRAIENT POSSIBLE LES MESURES SOCIALES ET CULTURELLES SUIVANTES :

— **L'AUGMENTATION GENERALE ET PROGRESSIVE** des salaires traitements et retraites — pas de salaire inférieur à 60.000 A.F.

— **LA REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL** sans diminution du salaire, la garantie et l'extension des libertés syndicales.

— **L'ABAISSEMENT DE L'AGE DE LA RETRAITE.**

— **L'AMELIORATION DE LA CONDITION FEMININE** avec l'extension de la garantie des droits des travailleurs et des mères, l'égalité des salaires pour un même travail, la création d'un vaste réseau d'œuvres sociales, le relèvement des prestations familiales, l'abrogation des lois réprimant la contraception.

— **LA SATISFACTION DES REVENDICATIONS DE LA JEUNESSE** : droit de vote à 18 ans, à travail égal, salaire égal ; des installations sportives et culturelles, la 5e semaine de congés payés pour les moins de 21 ans et la réduction à 12 mois du temps de service militaire.

— **L'ATTRIBUTION DU QUART DU BUDGET A L'EDUCATION NATIONALE** et la réforme démocratique de l'enseignement comportant notamment l'instruction générale jusqu'à 18 ans, la formation professionnelle de tous les jeunes, la formation de Maîtres qualifiés, le développement de la recherche scientifique, la stricte application de la laïcité.

— **L'AMELIORATION DU REGIME DES RETRAITES** (pas d'allocation vieillesse en-dessous de 25.000 A.F. par mois) et la satisfaction des revendications des ANCIENS COMBATTANTS et des ANCIENS D'ALGERIE.

— **LA CONSTRUCTION** de 600.000 logements par an dont plus de la moitié en logements sociaux avec limitation du prix des loyers.

— **LA JUSTE REMUNERATION DU TRAVAIL PAYSAN** et le développement de l'agriculture, notamment la diminution des prix des produits industriels nécessaires à l'agriculture, la défense des exploitations familiales, l'application aux salariés agricoles des mêmes droits qu'aux autres salariés.

L'application d'un tel programme permettrait de solutionner les problèmes de l'emploi et de l'équipement dans le département

La réalisation de ces mesures est inséparable d'une politique active, de paix et de désarmement qui verrait notamment la France reconnaître l'Allemagne de l'Est, supprimer sa force de frappe atomique, condamner le réarmement nucléaire de Bonn, adhérer au traité de Moscou, et contribuer à mettre fin à l'agression américaine au Nord Viet-Nam.

LES FORCES NÉCESSAIRES A L'APPLICATION DE CE PROGRAMME EXISTENT

Elles résident en l'union, pour laquelle les Communistes luttent depuis tant d'années, de toutes les forces de gauche sans exclusive sur un programme commun de gouvernement seule voie possible pour remplacer le pouvoir gaulliste par un gouvernement de gauche capable d'entreprendre une véritable politique de progrès social et de paix ; gouvernement dans lequel les Communistes seraient prêts à prendre toutes leurs responsabilités.

En décembre 1965 l'union de fait de la gauche sur le nom de François MITTERAND et l'ardente campagne des Communistes en faveur de cette candidature (dans le Nord-Meusien les Communistes en furent et de loin les meilleurs propagandistes) fit friser de peu l'échec au Général de Gaulle.

L'accord signé récemment, fruit pour une large part de l'action des Communistes, entre notre Parti et la F.G.D.S. crée incontestablement des conditions favorables au développement de cette union, il permettra de porter un coup sérieux au pouvoir gaulliste tout en constituant au-delà des élections une base d'action commune dans le combat contre le pouvoir personnel et pour la démocratie.

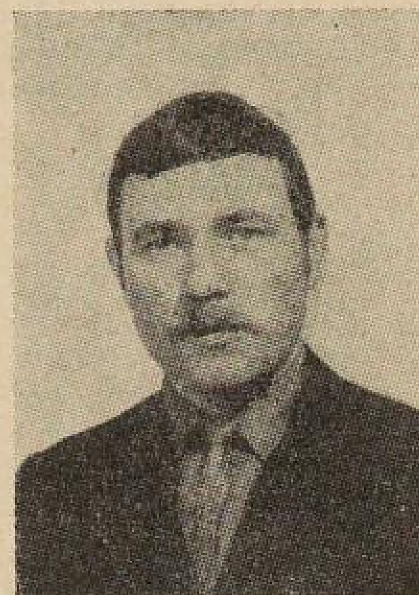
Cet accord devra être complété dans l'avenir par un programme commun de gouvernement, c'est ce que propose les Communistes.

ELECTEURS, ELECTRICES, IL N'Y A PAS DE POLITIQUE SOCIALE POSSIBLE, NI DE GAUCHE VERITABLE SANS LA PARTICIPATION DES COMMUNISTES.

— POUR QU'IL Y AIT DE VERITABLES CHANGEMENTS EN FRANCE,
— POUR METTRE EN ECHEC LES CANDIDATS GAULLISTES ET CENTRISTES,
— POUR QUE L'UNION DES FORCES DE GAUCHE DONT NOUS AVONS ETE LES MEILLEURS ARTISANS SE RENFORCE,
VOTEZ DES LE 1er TOUR POUR LES CANDIDATS DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
En 1958, nous étions en tête des Forces de Gauche dans la circonscription,
En 1962, nous étions les seuls adversaires de BEAUGUITTE.
VOTEZ DES LE 1er TOUR LES CANDIDATS DE GAUCHE LES MIEUX PLACES.



Daniel MAYER
Maire de Bouligny
Directeur d'Ecole
Père de 4 enfants
Vice-Président du Syndicat des Eaux de Piennes, du Syndicat du C.E.T. de Landres, du Syndicat de Communes pour le Personnel du département de la Meuse — Membre du Bureau Fédéral du Parti Communiste Français



Suppléant
Claude CUNY
Ouvrier Ajusteur des Fours à Chaux de Dugny
Secrétaire du Syndicat de son entreprise
Elu du Conseil Prud'hommal de Verdun
Membre du Secrétariat de la Fédération de la Meuse du Parti Communiste Français

Vu les Candidats : Daniel MAYER et Claude CUNY

Imp. LEFÈVRE - Verdun